



Direction de la planification du territoire

Audience publique –BAPE : projet RABASKA
Précisions sur les consultations du Schéma d'Aménagement de la MRC de
Desjardins , règlement R-035 de 1987

1 - Préambule

En vertu de la Loi sur l'aménagement et de l'urbanisme, tout Schéma d'aménagement doit être accompagné d'un document précisant les modalités et les conclusions de la consultation effectuée par la MRC. Dans le cas de l'ex-MRC de Desjardins, ce document sur la consultation fut adopté par la résolution 87-134.

2 – Les résultats de la consultation

Différents outils furent utilisés par la MRC de Desjardins afin de diffuser l'information sur la portée du Schéma d'aménagement, notamment : chroniques dans le « Peuple-Tribune » et le « Rive-Sud Express », séances d'informations avec diaporama, conférences de presse, publication d'un résumé publié dans les journaux locaux, émission spéciale de 60 minutes à la télévision communautaire, réception des mémoires des municipalités constituantes et des organismes du milieu. Différentes version préliminaires furent adoptées avant la version finale, soit :

- a) La proposition préliminaire d'aménagement (février 1986)
- b) La proposition d'aménagement (octobre 1986)
- c) La version de consultation (avril 1987)

Les MRC adjacentes (Chutes-de-la-Chaudière, Bellechasse, Nouvelle-Beauce, Île d'Orléans) et la Communauté urbaine de Québec pouvait adresser des commentaires à la MRC de Desjardins.

Dans les faits, concernant l'affectation Industriolo-portuaire, les commentaires suivants furent faits :

- La Municipalité de Saint-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévy demande que les parties de son territoire ne soient pas affectées Industriolo-portuaire
- La Société Inter-Port est satisfaite de l'identification de l'affectation Industriolo-portuaire et du site du port en eau profonde, et demande d'identifier également le corridor technique reliant le port à la zone industriolo-portuaire
- M. Gerry Fassett demande qu'aucun commerce ou aucune industrie ne soit autorisée à l'intérieur de la zone agricole
- Le GIRAM demande de réviser la zone industriolo-portuaire, notamment en retranchant le secteur de l'Anse aux Sauvages
- La Corporation de Développement économique Pointe-Lévy s'intéresse à la zone industriolo-portuaire
- La Société du Port de Québec met l'accent sur le fait qu'elle est propriétaire foncier et agent de développement ; des imprécisions sont soulevées relativement au rôle et à la localisation des infrastructures portuaires et notamment le parc industriolo-portuaire (note : la version de consultation englobait tout le secteur dit de la Pointe de la Martinière, très rapproché des résidences existantes)
- La Ville de Lauzon est d'accord avec l'identification de la zone industriolo-portuaire
- De façon générale, l'UPA demande de protéger les zones agricoles
- Des citoyens de Lauzon (dont des agriculteurs) s'inquiètent des implications de l'identification de la zone industriolo-portuaire ; ils demandent que des mesures de protection sévères soient prises et sont d'avis que cette situation nuit à leur exploitation

La MRC des Chutes-de-la-Chaudière fut la seule MRC à formuler un avis ; il portait principalement sur la dispersion du panache de fumée d'Ultramar sur le territoire de Pintendre et l'identification du quai d'Ultramar. Ni les autres MRC ni la CUQ n'ont formulé d'avis sur le Schéma d'aménagement de la MRC de Desjardins.